

Programme Ecolo Elections 2009

Livre III - Pour une société émancipatrice

Chapitre III.8. Questions de société

**Construire une société plus ouverte et plus respectueuse
de chacune et chacun**

LA SOCIÉTÉ AUJOURD'HUI : ETAT DES LIEUX ET ANALYSE

Le monde change ... Certes, on l'a toujours dit ! Mais si le monde a toujours changé, il change désormais très vite. Les changements s'opèrent dans le monde entier. Le « village global » est atteint. On peut aujourd'hui savoir ce qui se passe au même moment à tout endroit du monde. De Djakarta à Tombouctou, en passant par Bruxelles ou Washington, on peut échanger des informations en direct avec n'importe qui grâce aux nouvelles technologies de communication.

Dans le même temps, alors que l'internationalité des contacts technologiques donne l'impression d'un monde qui rapproche, les rapports entre individus, dans nos villes et banlieues occidentales, se distendent et souvent se détériorent. De plus en plus de personnes élèvent seules leur(s) enfant(s), de plus en plus de personnes vivent complètement solitaires. Des ghettos se développent au sein de la société, plus particulièrement dans certains quartiers ou de manière plus diffuse, dans le cœur des gens.

Cette solitude, les difficultés à communiquer au sein d'une famille, d'un groupe d'amis, sont à l'origine du mal-être grandissant de certains. Ce qui nous confronte à la brutalité qui régit en ce XXIème siècle les rapports humains : la compétition dès l'école, la compétition pour l'emploi, la nécessité pour être reconnu socialement de manifester les signes extérieurs de la possession qui créent le désir et le respect : le dernier GSM, le dernier I Pod, la dernière caméra digitale ...

Première, deuxième, troisième génération : des citoyen-ne-s à part entière

Les changements s'opèrent aussi au niveau de la population. Du monde entier, des femmes et des hommes sont arrivés, avec leurs modes de vie, leurs magasins, leurs habitudes culturelles, amenant une modification profonde de nos quartiers et de nos rues, de nos pratiques parfois (pratiques alimentaires par exemple). Mais surtout, ils ont amené avec eux des cultures, des visions du monde différentes de la nôtre. Si le métissage ainsi rendu possible ne peut qu'enrichir notre humanité, force est de constater que la rencontre est également difficile, tant certaines différences prennent parfois toute la place dans notre regard sur l'autre, occultant tout ce qui nous rapproche. La

question religieuse et les discriminations en matière d'emploi, de logement ou d'enseignement, peuvent en particulier être sources de malaise, tant pour la population belge que pour les populations pourtant désireuses de s'intégrer, voire parfois même désireuses de « passer inaperçues ». Pour Ecolo, il est possible de respecter chacun dans ses croyances et traditions, moyennant le respect par tous des droits et principes démocratiques existants.

Améliorer non seulement les droits, mais aussi les mentalités

Si les droits semblent mieux défendus, plus pointus, notamment ceux des minorités sexuelles, cela ne se traduit pas toujours dans le regard et l'attitude envers le groupe ou l'individu jugé « différent ». Une récente enquête sur les discriminations dans l'Union Européenne montre bien combien les Belges ont le sentiment que celles-ci persistent face à l'âge, au genre et à l'origine ethnique.

Remettre le débat éthique à l'ordre du jour

L'accélération des découvertes scientifiques, les innovations technologiques, les modifications dans les comportements individuels, appellent sans relâche des débats et des choix démocratiques éclairés, avec la participation de tous les acteurs concernés. Si certaines évolutions sociétales ont été considérées par le législateur ces dernières années, (divorce ou adoption légalement ouverte aux couples homosexuels par exemple), d'autres questions davantage liées aux sphères médicales et technologiques (à l'exception certes de la procréation médicalement assistée) restent en friche et méritent à leur tour d'être examinées, comme celles des abandons d'enfants, des banques de sang de cordon, du renouvellement de la commission d'évaluation de la pratique de l'IVG, de l'accompagnement de fin de vie, et aussi de celles des tests génétiques.

Enfin, l'essor de l'informatisation permet aussi aujourd'hui de suivre un objet ou un individu à tout moment et en toute partie du monde. L'explosion du recours aux technologies dans l'espace public et dans l'espace privé à des fins de surveillance ou de sécurité pose des questions éthiques qui n'ont pas encore fait l'objet d'un véritable débat de société. Il est plus que temps de lancer ce débat.

LA SOCIÉTÉ DEMAIN : LES PROPOSITIONS D'ECOLO

PRIORITE N°1 :

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ VRAIMENT INTERCULTURELLE

De tous temps, les groupes humains ont circulé sur la Terre, cherchant une terre d'asile où mener une vie meilleure ou plus digne. Après les migrations pour nos entreprises des années '50 et '60, nous assistons depuis les années '90 à l'arrivée de nouveaux migrants, poussés par les multiples désordres de la planète : impasses du développement dans les pays du sud, guerres, problèmes écologiques, dissolution du bloc soviétique, dérégulation économique ...

Face à ces nouveaux arrivants et à l'ère de la mondialisation, notre vision globale de la société doit plus que jamais tenir compte de l'importance d'une société interculturelle. L'avènement d'une telle société est un enjeu démographique, démocratique et humain : une société interculturelle n'est pas seulement multiculturelle, elle n'est pas que l'addition de couches de cultures. Elle se base sur l'échange, le dialogue et la solidarité. Pour cela, il faut apprendre à se connaître, à reconnaître ses différences, dès l'enfance, non comme causes de conflits mais comme une autre déclinaison de l'humanité. Les interactions entre notre culture et celles – minoritaires – des populations migrantes mèneront peu à peu à une culture nouvelle. C'est d'ailleurs ainsi que les sociétés se sont construites au fil des siècles.

Les politiques d'intégration développées à tous niveaux de pouvoir ne seront réussies que si elles se construisent avec les personnes concernées. Celles-ci doivent donc être des partenaires à part entière, organisés, faisant connaître leurs difficultés spécifiques et développant des propositions personnalisées. Les acteurs de terrain qui les accompagnent doivent pouvoir coordonner leurs actions, afin de les rendre plus efficaces et de favoriser les pratiques les plus innovantes et les plus adéquates.

Le chemin est encore long pour arriver à la démocratie de la diversité. Meurtre raciste à Anvers, constats de discrimination à l'embauche ou dans l'accès au logement, harcèlement d'employés d'origine étrangère, injures racistes à des joueurs de foot et autres preuves de xénophobie et intolérance : malgré des avancées législatives, notre société reste marquée par la méfiance, le repli sur soi et la peur de l'autre.

Des actes de terroristes se revendiquant de l'islam et la « réverbération » des conflits du Moyen-Orient marquent les esprits, amenant la population à jeter sur la communauté musulmane un regard marqué par la crainte. Ils ont aussi amené certains jeunes, originaires de ces régions du monde, à importer sous forme de manifestation violente ces conflits politiques et ethniques dans nos quartiers. Le sentiment de relégation, la discrimination voire l'exclusion mènent parfois à l'amertume et au repli, et exacerbent les affirmations identitaires et religieuses. Or, la confusion ne peut être permise, même dans les quartiers et les écoles où la concentration de personnes et de communautés allochtones amène à la constitution d'une majorité dans l'espace public. La communauté musulmane notamment, très présente en Belgique, doit trouver sa juste place dans notre société et non pas être poussée à l'assimilation. Mais l'investissement religieux ne doit pas être le seul possible : des mouvements culturels, citoyens ou communautaires laïques doivent être soutenus. En outre, il est important de créer des espaces de liberté et de rencontres où s'affirment les différences de chacun tout en respectant le caractère neutre de l'Etat. Cela demande des options politiques claires, des actions de soutien et une politique d'accompagnement spécifique.

Pour rester démocratique, notre société doit prôner la tolérance, la rencontre, le respect, mais doit aussi garantir l'application au quotidien des valeurs fondamentales de la Constitution et des Droits de l'Homme.

Droit de vote aux élections communales, simplification de l'accès à la nationalité belge, loi contre le racisme renforcée : Ecolo a porté nombre d'améliorations. Mais certaines d'entre elles sont aujourd'hui remises en question, comme l'accès à la nationalité. Et puis, les discriminations ont la vie dure. Culture, religion, couleur de la peau, nationalité... ne peuvent être des raisons de droits différents ou de traitement différencié. Il faut donc lutter davantage contre toutes les formes de discrimination ou d'intolérance (accès au logement, à l'emploi, à l'enseignement, aux lieux de loisirs,...). Plus de 55% de la population d'origine marocaine et turque vit sous le seuil de pauvreté (quand ce seuil touche 10 à 15% de la population globale en Belgique...). Outre des actions concrètes et la systématisation de l'application des lois contre le racisme et la xénophobie, il est nécessaire de soutenir les associations de proximité. Les actions de testing telles que celles initiées par le MRAX seront renforcées (logement, emploi, entrée dans les dancings ...) et des statistiques relatives à l'origine des personnes seront utilisées comme outils de preuve de discriminations.

Pour Ecolo, l'intégration doit se comprendre comme la volonté de lutter contre toutes les exclusions. L'aspiration de chacun et de chacune, Belge comme personne d'origine étrangère, est de s'épanouir dans, notamment, ses références culturelles et de vivre harmonieusement avec les autres. C'est dans cette société du « vivre ensemble » et de la citoyenneté partagée que s'inscrit Ecolo.

PROPOSITION : Renforcer la lutte contre les discriminations à l'embauche

Il faut mettre en place des campagnes de sensibilisation pour faire évoluer les mentalités, mais aussi des actions positives (par exemple, contrôle sur les procédures d'engagement, incitants fiscaux à engager des demandeurs d'emploi issus de quartiers très touchés par le sous-emploi, application de la loi anti discrimination par le recours au test de situation). Ecolo souhaite que l'accès aux emplois de la fonction publique de l'ensemble des niveaux de pouvoir soit ouvert à tous les étrangers, y compris ceux qui sont ressortissants d'un pays non membre de l'Union Européenne, comme c'est le cas en Région bruxelloise.

Ecolo prône par ailleurs le recours à l'utilisation de statistiques relatives à l'origine culturelle des personnes (appelées souvent statistiques ethniques ou culturelles) dans le domaine de l'emploi (embauche et parcours professionnel). Ce souci rencontre d'ailleurs les objectifs européens en matière de lutte contre le racisme et la discrimination et en matière d'égalité face à l'emploi. En effet, les discriminations indirectes persistent de façon évidente (par exemple, quand elles touchent des personnes d'origine étrangère mais naturalisées, ou des enfants belges nés de parents émigrés). Pour mesurer ces discriminations, mettre sur pied des corrections et évaluer l'efficacité de celles-ci, la mise à disposition d'outils

d'objectivation des discriminations est indispensable, tout en préservant les principes de confidentialité, de respect de la vie privée et de consentement éclairé de l'individu questionné. Les données ainsi récoltées doivent évidemment être sécurisées et traitées par des organismes universitaires disposant de l'autorisation de la Commission de la Vie Privée, et mises à la disposition des pouvoirs publics.

PROPOSITION : Veiller à l'égalité d'accès à l'enseignement

Pour Ecolo, il faut davantage veiller à l'égalité d'accès à l'enseignement. Il faut mieux réguler le marché scolaire qui aboutit aujourd'hui à une dualisation des écoles. Deux études récentes (l'une du Germe - ULB, l'autre de l'Agence Alter) mettent en lumière cette dualisation à Bruxelles, où quantité d'établissements sont fréquentés par des élèves cumulant handicaps sociaux et origine culturelle minoritaire et où les élèves d'origine étrangère sont surreprésentés dans l'enseignement technique et professionnel. Pour Ecolo, il faut absolument favoriser la mixité sociale et culturelle des établissements scolaires et mettre en œuvre les bons outils pour y arriver : bien inscrire ne suffit pas; il faut aussi bien accueillir et bien accompagner les élèves plus défavorisés.¹

PROPOSITION : Développer la pratique des accommodements raisonnables

Le Québec, terre d'immigration, a depuis des années mis en place un système de médiation des conflits interculturels qui permet de régler au cas par cas les situations de tensions courantes (viande hallal dans les cantines, salles de prière dans les hôpitaux, ...). L'accommodement raisonnable, comme les Québécois l'appellent, permet aux deux parties (une personne ou un groupe qui se sent discriminé face à une entreprise ou un service public) de résoudre le conflit en formalisant un accord « à l'amiable ». Cette procédure fonctionne dans plus de 80% des situations. Ce n'est que lorsqu'il n'y a pas d'accord par la négociation, que les parties ont recours aux tribunaux ou à une Commission des Droits de la Personne. Les demandes sont toujours analysées en tenant compte de trois conditions : le coût de l'accommodement doit être raisonnable, l'accommodement ne doit pas entraver le fonctionnement de l'entreprise ou du service, il ne doit pas non plus atteindre les droits d'autrui.

Ecolo souhaite que soit rapidement institutionnalisé ce dispositif de gestion des conflits, qui permet manifestement une cohabitation plus harmonieuse. En attendant la mise en place généralisée d'un tel système, Ecolo s'engage à en promouvoir l'esprit et la pratique partout où il est en position de le faire.

PROPOSITION : En matière de port du foulard et d'autres signes d'appartenance religieuse ou philosophique, promouvoir un droit individuel

¹ Voir à ce sujet nos propositions du Livre III Chapitre 3 « Ecole »

La question des signes d'appartenance religieuse ou philosophique est particulièrement complexe et sensible. La question du foulard islamique semble depuis quelques années cristalliser toutes les tensions et les incompréhensions liées à la différence culturelle et religieuse.

Pour Ecolo, on ne peut transiger avec les principes de la liberté individuelle et de la liberté religieuse garantis par la Constitution belge, la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et les Conventions internationales.

Nous défendons donc le libre choix individuel de chaque jeune fille ou femme de porter ou non le foulard. Nous ne pensons pas, malgré que cela puisse apparaître comme une solution simple et égalitaire, qu'une interdiction générale du port du foulard à l'école soit une solution à cette question. Surtout si elle aboutit à une situation d'exclusion et au repli sur soi alors que l'école doit être le lieu d'émancipation des jeunes. Mais parallèlement, Ecolo condamne toute pression visant à ce qu'une jeune fille porte le foulard contre son gré. La jeune fille doit pouvoir dénoncer ces pressions et en être protégée. A ce droit librement choisi correspond un ensemble de devoirs, dont en particulier l'obligation de suivre l'intégralité du programme scolaire. En cas de tension avec les élèves, hors du respect du programme scolaire, il s'agit de faire usage du dialogue ou de la médiation (accommodement raisonnable), voire, quand cela s'avère nécessaire, de mesures disciplinaires. Pour éviter un renforcement de la dualisation scolaire, Ecolo estime que ces règles doivent s'appliquer à l'ensemble des établissements scolaires, sans jamais susciter de demande là où elles ne s'expriment pas et le cas échéant, en respectant dans ces établissements l'équilibre acquis et accepté par tous.

Ecolo soutient par contre l'interdiction du port de la burqa sur la voie publique, pour des raisons évidentes de sécurité publique et de nécessité de pouvoir à tout moment reconnaître et identifier les personnes.

En ce qui concerne le port du foulard ou d'autres signes d'appartenance religieuse ou philosophique par des agents des services publics en contact avec le public, Ecolo maintient son respect des principes de liberté individuelle et de liberté religieuse. Nous adhérons aussi à l'objectif de neutralité s'appliquant aux agents et aux préposés des pouvoirs publics, et cette obligation doit bien sûr être maintenue et vérifiée. Mais le port d'un signe religieux ou philosophique n'est pas plus une menace pour la qualité du service rendu à la population que l'absence de port de signes religieux ou philosophique n'est gage de neutralité à l'égard du public. De plus, le contact avec le public n'est pas la seule sphère où peut s'exprimer la partialité (rapports de hiérarchie au sein de l'administration, par exemple). Une décision d'interdiction généralisée de port de signes religieux ou philosophiques dans la fonction publique ne se justifie pas et en outre représenterait une discrimination à l'embauche supplémentaire pour des femmes qui en subissent déjà beaucoup. Par contre, pour les métiers investis par la loi d'une fonction d'autorité (police, justice, armée), cette liberté doit être encadrée.

PROPOSITION : Aboutir à l'égalité de traitement entre les cultes

Le culte islamique, reconnu depuis 1974, doit être traité comme les autres cultes et la laïcité organisée. Le « deux poids, deux mesures » est inacceptable. L'islam fait désormais partie de notre réalité et de notre patrimoine culturel. Si on peut se féliciter des avancées réalisées en la matière, du chemin reste à parcourir et certaines lois doivent encore être adaptées, notamment en vue de la reconnaissance des mosquées et de la prise en compte par l'Etat des traitements et pensions pour les imams.

En ce qui concerne l'Exécutif belge des Musulmans (organe créé pour gérer le temporel du culte islamique) et les difficultés qu'il a rencontrées, Ecolo estime que la réponse doit venir avant tout de la communauté musulmane et non être imposée par l'Etat (qui ne le fait d'ailleurs pas, le cas échéant, pour les autres religions reconnues). Néanmoins, nous pensons que les pouvoirs publics peuvent soutenir les conditions d'un dialogue fécond et serein, sans néanmoins être partie au débat.

Il est temps aussi de conclure la reconnaissance du bouddhisme, qui rencontre les attentes de la Constitution quant aux religions et philosophies, et de reconnaître la structuration de cette philosophie non confessionnelle via l'octroi d'un subside de fonctionnement. Il faudra ensuite consacrer la structure du bouddhisme sur le territoire, sans doute sur un schéma analogue à celui utilisé pour la reconnaissance de la laïcité.

Plus globalement, Ecolo souhaite une réforme du système actuel de financement des cultes afin de traiter toutes les communautés confessionnelles et non confessionnelles de façon égale. En ce sens, Ecolo est favorable à une consultation publique réalisée tous les cinq ans ; le résultat de l'enquête établirait l'importance relative de chaque culte ou mouvement philosophique.

PROPOSITION : Réformer les politiques régionales d'intégration, reconnaître les minorités et développer une politique d'accueil

Il est temps, particulièrement en Wallonie, de faire évoluer les politiques d'intégration et de leur accorder les moyens nécessaires pour rencontrer leurs objectifs, et ce après consultation et avec la collaboration des Centres Régionaux d'Intégration wallons, du Centre Bruxellois d'Action Interculturelle et des administrations publiques concernées,

Ecolo préconise une restructuration du secteur de l'intégration qui prenne mieux en compte qu'aujourd'hui les minorités ethniques et culturelles. La démarche de reconnaissance, loin de soutenir le repli identitaire, favorise au contraire la fierté de ce qu'on est, le désir de le faire reconnaître et donc l'interculturalité. La reconnaissance des minorités permet à chaque membre d'une minorité de s'impliquer comme citoyens à part entière et d'être associé à la vie politique des sous régions.

Cela implique une coordination transversale d'abord - chaque ministre doit dans ses compétences moduler sa politique en fonction des besoins

des minorités -, verticale ensuite - qui part du régional vers le local et à laquelle participent les autorités publiques, les centres spécialisés et les groupes reconnus de minorités culturelles et ethniques. Cela demande aussi un financement adapté, afin que le monde associatif « minoritaire » puisse exister.

En ce qui concerne l'accueil des migrants, il est urgent de développer le volet des politiques d'intégration aujourd'hui inexistant en Communauté française. Chaque nouvel arrivant (par exemple dans le cadre du regroupement familial, du droit d'asile ou de l'immigration du travail) doit être reçu et accompagné par un service qui visera, dans une démarche positive et non coercitive, à le familiariser avec notre société, ses institutions et ses administrations, et qui l'orientera vers des cours d'apprentissage du français (ceux-ci devant donc être directement accessibles, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui !).

PROPOSITION : Créer un musée de l'immigration

Pour Ecolo, un musée de l'immigration qui serait à la fois espace de mémoire, outil pédagogique et lieu de rencontre restituerait sa complète identité et rendrait de manière symbolique, à tout un pan de la population son histoire faite de joies... mais aussi de souffrances. Cette restitution de la mémoire, comme toutes les initiatives à caractère culturel à développer, est en particulier utile pour les jeunes issus de l'immigration : connaître son passé et sa culture est indispensable pour construire son avenir.